

## DIPLÔME NATIONAL DU BREVET : UNE ÉNIÈME RÈGLE D'ATTRIBUTION

Le ministère a décidé de **modifier les conditions d'attribution du DNB à compter de la session 2026**. Il est mis fin au système de notation sur 800 points intégrant l'évaluation complexe et opaque du Socle. Désormais, le diplôme sera **délivré aux élèves ayant obtenu une moyenne supérieure ou égale à 10 sur 20** intégrant :

- 40%, la note du contrôle continu, calculée à partir des moyennes annuelles de 3<sup>ème</sup> dans toutes les disciplines (toutes au même coefficient) ;
- 60%, les épreuves terminales passées en juin (français, mathématiques, histoire-géographie et EMC séparées, sciences et technologie, et un oral).

Si le ministère a abandonné l'idée stigmatisante d'un DNB obligatoire pour entrer au lycée, il maintient en revanche la nouveauté 2025 d'une « carotte » pour les « meilleurs » avec la mention « TB avec félicitations du jury ».

Cela ne masque pas le manque de moyens dans nos établissements pour la réussite des élèves et la réussite d'un collège unique démocratique et émancipateur revendiqué par la CGT Educ'action.

## PLAN FILLES ET MATHS

L'ex-ministre de l'Éducation nationale a annoncé au mois de mai vouloir **attirer davantage de filles dans les formations aux métiers d'ingénieur et du numérique**. Rappelons que c'est la réforme Blanquer, en 2019, qui avait aggravé un déséquilibre déjà présent en accentuant l'écart entre le nombre de filles et de garçons dans les filières scientifiques au lycée.

Ce plan « filles et maths » part donc d'une intention fort nécessaire et louable en apparence. Mais, **de nouveau, les moyens mis en place sont toujours cruellement insuffisants**. C'est donc davantage **un effet de com' qu'une réelle tentative d'abolir les biais génrés** qui empêchent les filles d'accéder aux sciences autant que les garçons.

En effet, les 3 piliers constituant ce plan (*« Former et sensibiliser les personnels de l'Education nationale », « Renforcer la place des filles dans les enseignements qui ouvrent vers les filières d'ingénieur et du numérique » et « Ouvrir les horizons des jeunes filles et susciter des vocations »*) oublient de considérer les freins qui sous-tendent ce déséquilibre et d'envisager le problème dans sa globalité. **D'où viennent ces représentations ? Quels sont les facteurs extérieurs à l'École qui brident les filles pour s'émanciper dans les sciences ?** Mettre en place un plan « filles et maths », c'est encore, en un sens, une façon de faire peser sur les filles un constat qui les dessert, comme si le problème venait d'elles. À quand un plan « garçons et littérature » ?

De plus, les textes n'abordent pas la rémunération des référent·es « égalité filles-garçons » et prévoient « une sensibilisation de 2h aux biais de genre pour tous les professeur·es de l'Éducation nationale qui devra se dérouler *« avant le 15 septembre »*. Outre la durée ridicule de cette formation, soyons honnêtes : qui en a bénéficié ?



**211 MILLIARDS D'€ D'AIDES AUX ENTREPRISES**  
**64 MILLIARDS DE BUDGET DE L'ÉDUCATION NATIONALE**  
**À NOUS D'IMPOSER NOS CHOIX !**